

Suite, aux annonces faites par Monsieur Antoine FREROT, PDG du Groupe VEOLIA, concernant la potentielle acquisition des actions détenues par le groupe ENGIE au capital de SUEZ, nous souhaitons exprimer **NOTRE TOTALE OPPOSITION** à ce projet.

En effet, cette potentielle opération n'a pour nous aucun sens sur le plan social, économique, écologique et citoyen.

La « fusion/absorption » de deux groupes de cette taille opérant sur les mêmes activités et les mêmes marchés ne peut entraîner qu'une « casse sociale » d'ores et déjà programmée !!!
(Financement de l'opération par les synergies qu'elle engendre).

Nous présageons déjà la perte de milliers d'emplois sur le territoire national et ce à l'intérieur des deux Groupes dans une période difficile pour tous.

La France a reconnu comme « Essentiels à la Nation » bon nombre de ces emplois lors de la crise Covid. De plus, les deux groupes ont pu bénéficier des aides de l'Etat par le système du chômage partiel visant à maintenir la pérennité des emplois. Comment l'Etat peut, aujourd'hui, laisser ces mêmes emplois être détruits ?

Nous demandons donc à notre actionnaire historique et principal ENGIE de bien mesurer les décisions qu'il devra prendre, et d'assumer en conscience les responsabilités qui lui incombent concernant l'ensemble des salarié(e)s du Groupe Suez.

La Défense le,
02 Septembre 2020